

**AFRISTAT**  
**OBSERVATOIRE ECONOMIQUE ET STATISTIQUE**  
**D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

**SEMINAIRE SUR LA CONJONCTURE**  
**ET LA PREVISION ECONOMIQUE A COURT TERME**  
**DANS LES ETATS D'AFRIQUE DE L'OUEST**  
**MEMBRES D'AFRISTAT**

**BAMAKO : 12 au 16 novembre 2001**

**POINTS SAILLANTS DES DISCUSSIONS**

**Points saillants du séminaire sur la conjoncture  
et la prévision économique à court terme  
dans les Etats d'Afrique de l'Ouest  
membres d'AFRISTAT**

**Point n°1 : Introduction**

Dans le cadre de l'analyse de la conjoncture économique dans les Etats d'Afrique de l'Ouest membres d'AFRISTAT<sup>1</sup>, un séminaire s'est tenu à Bamako du 12 au 16 novembre 2001, dans la salle de réunion de l'Hôtel Tennessee. Ce séminaire est le troisième organisé par AFRISTAT pour ses Etats membres d'Afrique de l'Ouest. Il a réuni deux représentants de chacun des Etats concernés, l'un spécialiste en prévision économique et l'autre en analyse conjoncturelle. Deux représentants de la Commission de l'UEMOA, un représentant de la Banque Centrale de Guinée, et un de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont également participé aux travaux. La Banque Centrale de Mauritanie invitée, n'était pas représentée.. Les débats ont été animés par l'Agence Française de Développement (AFD), l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et AFRISTAT. La liste des participants figure à l'annexe 4.

Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Lamine DIOP, Directeur Général d'AFRISTAT (cf. annexe 1) qui a souhaité la bienvenue aux participants. Il a rappelé les enjeux du présent séminaire.

Le programme de travail a été discuté et adopté (cf. annexe 2).

**Point n°2 : Objectifs**

Ce séminaire, organisé par AFRISTAT a été financé par la Coopération française et par AFRISTAT. Il sera suivi en décembre 2001 d'un autre à l'intention des Etats membres de la CEMAC. Il vise un double objectif, à la fois pédagogique et opérationnel. Il s'agit de rappeler les méthodes de suivi de la conjoncture et de prévision économique de chaque Etat membre et d'exposer les résultats obtenus ainsi que d'étudier les rapprochements possibles tant du point de vue des données exogènes que de la méthode de projection. Un accent particulier a été mis, cette fois, sur les implications pratiques de la décision prise au niveau de l'UEMOA de rapprocher significativement les méthodes de comptabilité nationale par l'opération dite « des PIBs plus comparables »

---

<sup>1</sup> Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau , Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo.

### Point n°3 : **Déroulement du séminaire**

Le séminaire a débuté par un exposé d'AFRISTAT. Cet exposé a passé en revue l'ensemble de données exogènes pertinentes influant sur la conjoncture des Etats. Il s'agissait d'une part des cours des matières premières et des monnaies et d'autre part des aléas climatiques pesant sur les économies ouest-africaines. Cet exposé a attiré l'attention des participants sur l'incertitude fondamentale qui caractérise ces éléments déterminants pour la croissance à court –terme. Il a affirmé la nécessité de ne pas limiter la prévision à un seul scénario qui peut à tout moment être démenti par des circonstances extérieures, mais de travailler avec un jeu de plusieurs comptes, correspondant à diverses hypothèses d'environnement. L'un de ces comptes sera le compte central officiel, les autres des variantes illustrant les risques d'une évolution extérieure différente.

La Commission de l'UEMOA a évoqué les faits importants qui ont marqué la conjoncture économique internationale et sous-régionale et précisé les besoins en matière de convergence, en particulier pour le suivi des critères communautaires.

Tour à tour, les délégations ont présenté les outils de leur analyse ainsi que les derniers résultats auxquels ils sont parvenus pour la période 2001-2002. Ces travaux incluaient parfois l'étude d'un scénario de compte central et d'une variante reposant sur des hypothèses différentes fournies au préalable conjointement par AFRISTAT et les services de la Commission de l'UEMOA. Ces travaux de variante ont été menés de façon très diverses par les différentes délégations, si bien qu'il n'a pas été possible de tirer une synthèse commune claire. A l'avenir, ce travail devra être coordonné de façon plus efficace par AFRISTAT pour rechercher une meilleure rentabilité du travail des experts nationaux.

L'AFD a présenté les prévisions qu'elle a réalisées en septembre 2001 avec le modèle Jumbo en rappelant les hypothèses sous-jacentes. Elle a présenté également les résultats des statistiques miroirs avec l'OCDE (exportations des pays de l'OCDE à destination de l'Afrique de l'Ouest). Elle a proposé enfin une estimation des effets variantiels induits sur les résultats de chaque pays en prenant pour variables exogènes extérieures les hypothèses fournies par AFRISTAT.

Le responsable du suivi de la conjoncture économique à la DNSI du Mali et les experts d'AFRISTAT ont présenté les numéros expérimentaux des « Bulletins trimestriels de conjoncture », « Note trimestrielle de conjoncture » et « Mise à jour mensuelle du bulletin trimestriel ». Ce triptyque sera désormais le vecteur par lequel la DNSI rendra compte de l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels disponibles et de l'interprétation économique qu'on peut en faire. Les dates de sorties du numéro 1 de chacune de ces publications sont fixées respectivement au 15 novembre, 30 novembre et 15 décembre 2001.

La confrontation des différents résultats obtenus permettra, après des mises à jour, d'obtenir des résultats qui rendent mieux compte de l'état de la conjoncture au niveau national et sous-régional.

Les participants ont suivi un exposé sur le site Internet d'AFRISTAT, présenté comme modèle en vue de création de sites nationaux.

#### Point n° 4 : Enseignements du séminaire

Outre l'intérêt pour les délégués de pouvoir échanger leurs expériences et leurs pratiques, le séminaire a permis de mener ensemble un diagnostic conjoncturel des Etats de l'Afrique de l'Ouest membres d'AFRISTAT au début de 2001.

Les différents exposés ont permis de mettre en évidence :

- en 2000, la croissance économique de la zone UEMOA s'est fortement ralentie à 1,8%<sup>2</sup> après 3,5% en 1999. Ce ralentissement est principalement la conséquence de la baisse de l'activité en Côte-d'Ivoire où, malgré des récoltes cacaoyère et caféière très bonnes, leur mauvaise valorisation associée au gel des financements internationaux et à la situation socio-politique ont pesé sur la conjoncture. En Mauritanie, la croissance économique en termes réels est estimée à 5,2% du fait essentiellement du bon comportement des secteurs des industries extractives et des services. En Guinée, la croissance estimée du PIB pour l'année 2000 se situe autour de 4,5% ;
- en 2001, la croissance économique de la zone UEMOA devrait s'établir autour de 3%, du même ordre que le croît démographique. La situation devrait s'améliorer en Côte d'Ivoire, le pays connaissant une légère croissance du fait d'un retour espéré des financements internationaux consécutif à la normalisation des relations avec les institutions de Bretton Woods. C'est en 2002 et 2003 que les effets de cette normalisation devraient se faire sentir pleinement. Le reste de l'Afrique de l'Ouest devrait connaître un dynamisme marqué particulièrement au Sénégal où l'activité devrait croître nettement, ainsi qu'au Bénin, au Burkina Faso et en Mauritanie. Au Mali, cependant, les effets négatifs de la baisse drastique de la production cotonnière consécutive au boycott des producteurs devrait peser sur l'activité. En 2001 on ne saurait espérer une accélération de la croissance en Guinée en raison des effets négatifs de l'insécurité sur l'activité économique des régions frontalières du Liberia et de la Sierra Leone ;
- en matière de prix à la consommation, les résultats de l'année 2000 ont été favorables et inférieurs à la norme communautaire. Malgré la hausse des prix des produits pétroliers à la pompe, il n'y a pas eu d'accélération marquée de l'inflation du fait principalement de la bonne tenue des prix alimentaires, conséquence de deux campagnes agricoles antérieures favorables. En 2001, il risque de ne pas en être de même dans le Sahel, du fait des résultats moins positifs de la récolte céréalière ;

En ce qui concerne l'initiative PPTE, elle devrait permettre dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, des dépenses supplémentaires que l'on peut chiffrer selon les pays à 1 ou 2% du PIB en 2001 et les années suivantes.

#### Point n° 5 : Recommandations du séminaire

Face à ce constat, et devant l'urgence des exigences internationales en matière d'information conjoncturelle et de prévision économique à court terme (programmes d'ajustement, initiative

---

<sup>2</sup> Cette valeur et les suivantes résultent de la pondération des données nationales estimées par les administrations économiques de Etats.

SGDD, surveillance multilatérale au sein des unions économiques et monétaires existantes ou en voie de création, programme PROSMIC, etc.),

conscients de l'importance de ces travaux pour une meilleure appropriation nationale de la politique économique et pour les négociations avec les institutions financières internationales,

considérant qu'une attention particulière doit être apportée au respect des engagements internationaux pris par les Etats, notamment dans le cadre du renforcement de la surveillance multilatérale,

les représentants des Instituts Nationaux de Statistique et des Directions ou Cellules de Prévision ont fait les recommandations suivantes :

1. ils souhaitent que soit établi au niveau des instances dirigeantes d'AFRISTAT, en tenant compte des financements à obtenir, un calendrier de mise au point des instruments permettant un suivi de la conjoncture, des prévisions économiques à court terme et une diffusion rapide et complète de l'information économique par chacun des systèmes statistiques nationaux ;
2. ils souhaitent que ces instruments qui comprennent, au minimum :
  - un bulletin trimestriel d'informations conjoncturelles (séries conjoncturelles et graphiques)
  - une note trimestrielle de synthèse de l'information conjoncturelle
  - un modèle de prévision à court terme s'appuyant sur ces informations conjoncturellessoient normalisés dans une certaine mesure par AFRISTAT, tout en respectant les spécificités nationales. Chaque Etat est bien entendu libre de conserver ou de développer d'autres instruments d'analyse complémentaires ;
3. ils souhaitent également que soient développés dans chacun des Instituts Nationaux de Statistique les moyens modernes de communication permettant une diffusion rapide de l'information statistique et économique disponible. Ils demandent à AFRISTAT de coordonner la mise au point d'un réseau de sites Internet reliés au site propre d'AFRISTAT et à celui (existant ou à créer) des Unions Economiques et Monétaires dont ils font partie, le cas échéant ;
4. ils souhaitent que la Commission de l'UEMOA et AFRISTAT accélèrent et approfondissent les chantiers d'harmonisation envisagés dans le PARSTAT notamment sur la comparabilité des PIB et les indices de prix à la consommation des ménages et qu'AFRISTAT fasse profiter les autres Etats des expériences accumulées ainsi dans ces domaines ;
5. ils encouragent AFRISTAT à aménager, avec l'aide des bailleurs de fonds intéressés à ce programme, un calendrier de rencontres régulières semestrielles des experts des Etats membres à des dates compatibles avec le calendrier. Ces rencontres permettraient de partager les informations conjoncturelles tout en assurant une plus grande comparabilité et une plus grande homogénéité des méthodes de prévision et de diagnostic conjoncturel ;

6. ils recommandent aux Etats de mobiliser davantage de moyens pour le renforcement de leurs appareils statistiques et de prévision économique en vue de la motivation, la formation professionnelle et le recrutement de cadres statisticiens et de prévisionnistes.

#### **Point 6 : Remerciements**

Les participants remercient tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce séminaire, notamment le Ministère français des Affaires Etrangères, l'AFD, l'UEMOA, l'ENSEA et AFRISTAT.

## Annexe 1

### DISCOURS D'OUVERTURE DU SEMINAIRE

(Prononcé par le Directeur Général)

Mesdames et Messieurs les délégués des Etats membres d'AFRISTAT,

Messieurs les Représentants de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA),

Monsieur le Représentant de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO),

Monsieur le Représentant de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG),

Monsieur le Représentant de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM),

Madame et Monsieur les Représentants de l'Agence Française de Développement (AFD)

Monsieur le Représentant de l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA),

Mesdames et Messieurs les experts,  
Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite à tous la bienvenue au Mali. Comme vous pouvez le constater notre cercle s'est élargi d'une part aux représentants de la République de Guinée et à ceux de la République Islamique de Mauritanie qui participeront désormais aux séminaires sur la conjoncture et la prévision économique organisés par AFRISTAT et d'autre part aux assistants techniques français en poste dans les Etats membres. Pendant cinq jours nous serons ensemble dans le cadre de ce séminaire qui est le deuxième organisé pour les Etats d'Afrique de l'Ouest membres d'AFRISTAT dans le domaine de la prévision économique à court terme.

AFRISTAT vient d'entamer la sixième année de ses d'activités. Tous les domaines prévus sont maintenant couverts. Ce sont : les enquêtes auprès des ménages, les indices de prix à la consommation, l'agriculture, le secteur informel, l'emploi et la pauvreté, l'informatique, la comptabilité nationale, l'analyse macroéconomique et le renforcement institutionnel. A leur demande, AFRISTAT a apporté une assistance technique à ses Etats membres dans les domaines cités ci-dessus.

L'année dernière, les séminaires organisés respectivement en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale, ont permis de brosser la situation de la conjoncture économique au niveau des Etats membres, des zones d'intégration économiques que sont l'UEMOA et la CEMAC ainsi que son impact sur l'économie de la zone franc. Les mêmes objectifs seront poursuivis cette année avec les avantages qu'on peut tirer de notre expérience de l'année dernière.

Le département des Etudes et Synthèses Economiques qui est chargé de ce séminaire a conduit les années passées deux séries de travaux d'harmonisation l'une sur les nomenclatures d'activités et de produits et l'autre sur un guide d'élaboration des comptes nationaux pour les Etats membres d'AFRISTAT.

Ces deux séries de travaux sont arrivées à leur terme. Les nomenclatures sont en train d'être publiées et le guide le sera avant la fin du trimestre. Il reste l'implantation, dans les Etats membres qui n'en disposent pas, du module ERETES, outil moderne d'élaboration des comptes nationaux, dans les Etats de l'UEMOA avec le projet Parstat dont la signature du contrat entre la Commission de l'UEMOA et AFRISTAT se fait attendre.

Il faut rappeler que ce qui intéresse les utilisateurs en général, ce sont des données les plus récentes possibles disons sur l'année en cours et l'année suivante. Toutefois, ces données de prévision ne peuvent s'élaborer de façon satisfaisante sans l'existence de données structurelles fiables, donc de séries historiques. C'est pourquoi l'articulation stratégique des données de la comptabilité nationale et de celles de la prévision économique à court terme est essentiel. AFRISTAT veille à ce qu'il en soit ainsi.

Un travail pilote au niveau de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI) du Mali sur les notes de conjoncture économique vient d'être initié. Il est attendu que les résultats issus de cette expérience permettront de définir une structure possible pour les notes de conjoncture dans les autres Etats membres.

En dehors du département des Etudes et Synthèses Economiques, AFRISTAT est engagé dans d'autres travaux tout aussi importants. Au cours du mois de mars se tiendront à Bamako trois séminaires, le premier sur les statistiques de l'élevage, le deuxième sur la modélisation macroéconomique et le troisième sur le Système Général de Diffusion des Données (SGDD) financé par le FMI.

Le présent séminaire est financé par la France à qui nous adressons nos remerciements.

Mesdames, Messieurs,

Ce séminaire destiné aux Etats membres de l'UEMOA, sera suivi d'un autre séminaire semblable comme c'est la pratique, au profit des Etats membres de la CEMAC au début du mois de mars 2001 à Libreville au Gabon. Le besoin de convergence économique dépasse celui des deux unions que sont l'UEMOA et la CEMAC, pour embrasser celui des Etats membres de l'ensemble de la Zone Franc, voire au delà.

Mesdames, Messieurs,

Le décor étant posé, il s'agit au cours de ce séminaire, de faire le point des travaux de prévision économique au niveau des Etats, d'éprouver les méthodes mises au point, de s'enrichir des développements récents dans le domaine tout en faisant ressortir les grandes tendances des économies des Etats membres ainsi que leurs impacts sur les zones d'intégration économique.



Comme vous pouvez le remarquer, une tâche ardue mais exaltante vous attend. Je suis sûr qu'en conjuguant vos compétences, vous parviendrez aux objectifs visés.

Je souhaite plein succès à vos travaux et déclare ouvert le Séminaire sur les méthodes de prévision économique à court terme dans les États membres de l'UEMOA.

Je vous remercie.

## Annexe 2

<b>Evolution des taux de croissance du PIB</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>
Bénin	5,0%	5,0%	5,8%	6,0%
Burkina Faso	5,8%	4,0%	6,0%	6,5%
Côte d'Ivoire	1,6%	-2,0%	1,0%	3,5%
Guinée Bissau	7,5%	9,0%	9,3%	9,8%
Mali	6,6%	4,7%	-1,2%	6,9%
Niger	0,9%	2,9%	3,7%	4,1%
Sénégal	5,1%	5,5%	5,7%	6,2%
Togo	2,7%	-0,4%	3,8%	5,4%
UEMOA	3,5%	1,8%	3,0%	5,0%
Mauritanie	4,1%	5,2%	5,5%	6,0%
Guinée	3,3%	4,5%	4,5%	5,0%

Sources : INS et DP nationales